

La marchandisation du cerveau

Emmanuel (Manolis) Kosadinos*

DANS UN SYSTÈME MONDIAL Tourné vers la marchandisation accélérée de toute essence existante, l'espace même de l'esprit humain ne saurait longtemps y échapper. Ainsi, sous caution du discours scientifique et d'une certaine psychologie universitaire, il est présenté comme simple addition de fonctions physiologiques au niveau desquelles la pharmacologie et la technique biomédicale sont appelées à intervenir. Sans nier les avancées réelles de la médecine dans le traitement des maladies dites mentales, nous soutenons la thèse que la transformation positiviste de la représentation de l'esprit humain crée les conditions de sa marchandisation et par conséquent de sa colonisation par les intérêts de l'industrie pharmaceutique et biomédicale, pointe avancée du capitalisme contemporain mondial.

L'industrie mondiale du cerveau modifié

Cette colonisation opère par le biais d'une « Alliance sacrée », mutuellement profitable, de l'industrie pharmaceutique et biomédicale avec le système politique, une partie du corps médical, des Universités, mais aussi des médias.

Tendance aujourd'hui mondiale, la collusion du politique avec les grands intérêts privés a démarré en force aux États-Unis. Citons l'exemple où George Bush Jr., jadis gouverneur du Texas, avait soutenu la mise en œuvre d'un projet pilote visant à l'administration d'antipsychotiques et d'antidépresseurs chez des personnes âgées de moins de 18 ans. Les labos pharmaceutiques ayant participé à ce projet ont contribué pour les élections de 2000 par trois fois plus de fonds à la campagne électorale de Bush qu'à celle de Kerry. Sur le 1,6 milliard de dollars de contributions d'Eli Lilly à la campagne électorale – dont le médicament antipsychotique Zyprexa (très onéreux encore à l'époque) était le premier proposé par le projet –, 82 % sont allés à Bush.

* Emmanuel (Manolis) Kosadinos est psychiatre.

Après son élection, Bush a favorisé la mise en œuvre obligatoire du projet au niveau fédéral pour faire le diagnostic, par l'épreuve dite thérapeutique, de troubles mentaux « *pas encore diagnostiqués* » dans l'ensemble de la population. Il a été par la suite révélé que des fonctionnaires placés à des postes-clés pour la mise en œuvre de ce projet avaient reçu des cadeaux conséquents des compagnies pharmaceutiques pour certifier la validité méthodologique de ce qui était une opération des compagnies pharmaceutiques pour accéder à un nouveau marché par la diffusion de médicaments psychotropes coûteux.

Mentionnons encore la tendance mondiale à surdiagnostiquer le TDAH (trouble d'hyperactivité avec déficit de l'attention) chez les enfants, au point que tout enfant « *vif* » ou rebelle risque se voir attribuer le diagnostic, souvent par des personnes non qualifiées, comme les médecins généralistes, les travailleurs sociaux, voire les enseignants.

Cette psychiatrisation outrancière de l'enfance propose des réponses à côté des vrais problèmes que sont la crise de la famille, de l'enseignement, de la société. La conséquence en est la promotion de la prescription (souvent déraisonnée) de la méthamphétamine (dérivé de l'amphétamine), commercialisée par des laboratoires en position dominante sur le marché. Le médicament est présenté comme « *la pilule de l'obéissance* » ou de « *la performance scolaire* », alors qu'il peut devenir dans certains cas fortement addictogène.

Encore plus inquiétante est l'indication proposée pour les opiacés pour traiter la « *douleur morale* », concept dévié de son sens anthropologique pour justifier la promotion par les laboratoires de la prescription d'opiacés à la chaîne, par des médecins généralistes pressurisés et mal formés, et déclencher une épidémie sans précédent de décès par overdoses iatrogènes. L'épidémie ayant débuté aux États-Unis (où elle a fait 65 000 décès en une seule année) s'étend lentement mais sûrement en Europe à vitesse inversement proportionnelle au développement de systèmes de Santé solidaires.

La question de la diffusion des médicaments psychotropes doit être appréhendée dans sa globalité et traitée en examinant à la fois leurs modes de production et de promotion sur les marchés, en relation avec le développement des systèmes de Santé. La mise en place de relations privilégiées entre les laboratoires pharmaceutiques et les décideurs de politiques de Santé est la règle, assurant ainsi l'apposition des signatures nécessaires favorables au déploiement commercial des laboratoires. Cela en dépit des intérêts de la Santé à laquelle tout médicament est supposé exister pour rendre service.

En substance, la marchandisation du médicament, notamment du médicament psychotrope, introduit une contradiction fondamentale au sein des soins psychiatriques.

Produits et promus comme s'il s'agissait d'une marchandise, générant des profits et des bénéfices dans les Bourses internationales, proportionnels à l'agressivité commerciale de la compagnie, toute politique relative à leur production et diffusion est soumise à ces impératifs. Toutes connaissances scientifiques, tous objectifs thérapeutiques à l'origine de la découverte et production du médicament doivent être en adéquation avec les besoins de rentabilité. En parallèle, l'usage thérapeutique est modulé et promu de manière à ne pas nuire à la rentabilité, mais au contraire à l'augmenter.

Ils se donnent les moyens pour imposer leurs intérêts contre les nôtres

Pour assurer la promotion de leurs médicaments à l'échelle mondiale les laboratoires pharmaceutiques :

- Occultent les résultats des essais défavorables à l'utilisation de leurs médicaments en faisant la diffusion démesurée de ceux qui leur sont favorables,
- Subventionnent indirectement ou directement des médecins et des universitaires pour qu'ils communiquent dans des congrès et conférences scientifiques au sujet de leurs produits et en fassent la promotion,
- Se déploient dans celles-ci pour multiplier les indications de leurs médicaments, d'une seule maladie à plusieurs, présentées comme relevant de pathogénies communes. C'est en particulier la règle pour les psychotropes, car cette démarche est beaucoup moins coûteuse pour les laboratoires que celle de découvrir et fabriquer de nouveaux médicaments.

La plupart des articles publiés au niveau international sur « *les qualités exceptionnelles* » des produits pharmaceutiques, anciens ou nouveaux, sont concoctés par les laboratoires mêmes qui les produisent. Ils sont signés par des prête-noms, autrement appelés « *écrivains fantômes* » (« *ghost writers* »), des personnalités scientifiques reconnues, payées pour simplement apposer leur signature. Lire à ce sujet l'enquête de l'hebdomadaire britannique *The Observer* (du 7 décembre 2003).

Malgré la mise en place de décisions et de réglementations favorables, les laboratoires pharmaceutiques n'hésitent pas à les enfreindre lorsqu'il s'agit d'accroître davantage leurs profits. Les lourdes amendes infligées par les autorités, notamment nord-américaines, ne sont pas dissuasives, car faibles proportionnellement aux chiffres d'affaires et aux profits des laboratoires.

Ainsi aux États-Unis :

- En 2013, Johnson & Johnson a payé une amende de 2,2 milliards de dollars pour la prescription illégale de Risperdal, Invega et Natrecor.
- GlaxoSmithKline a accepté en 2012 de payer une amende de 3 milliards de dollars, concernant la promotion de Plaxil pour le traitement de la dépression



chez les patients de moins de 18 ans dont la prescription ne correspondait pas à une indication validée pour ce groupe d'âge.

➤ Eli Lilly a été condamné en 2009 par un tribunal américain à payer une amende de 1,42 milliard de dollars pour avoir fait la promotion, sans étude favorable à l'appui, d'un antipsychotique comme traitement de la démence sénile. Les ventes du laboratoire ont pourtant atteint en 2013 les 15,3 milliards de dollars.

Toutefois le plus puissant levier pour étendre la mainmise de l'industrie pharmaceutique sur le processus des soins est l'influence grandissante du paradigme neuro-positiviste de la santé mentale dans la recherche, l'éducation et la pratique quotidienne. Selon ce paradigme, « *chaque problème peut être réglé par la prise d'une pilule* », qu'il s'agisse de la sexualité, de l'humeur ou de l'aptitude aux apprentissages, à la manière dont le diabète peut être réglé par la prise d'insuline. Tout médecin averti sait cependant que même en médecine somatique les questions ne sont pas si simples.

L'orientation exclusive de la formation des psychiatres et des autres professionnels du soin vers le neuro-positivisme, sous les auspices des laboratoires et des bureaucraties sanitaires, voire l'appauvrissement global de ces formations, ouvrent la voie à la colonisation du cerveau humain et des esprits qui aurait vocation à soulager les maux qui le taraudent.

La marchandisation du médicament psychotrope est une impasse

Je serais tenté ici de paraphraser, sans lui rendre hommage, la citation d'un personnage historique que je n'apprécie pas globalement (Clemenceau :

« *La guerre ! C'est une chose trop grave pour la confier à des militaires.* ») Je pense, en effet, que le traitement psychotrope est une affaire trop grave pour la confier aux laboratoires pharmaceutiques.

Il n'y aura pas de solution adaptée au problème de la souffrance psychique tant que le traitement psychotrope restera partie intégrante du marché global financiarisé, par le biais des compagnies pharmaceutiques capitalistes. Dans un tel système le médecin est assigné à une place « *d'intermédiaire* » entre les compagnies et les usagers. Il peut, bien sûr, se débattre pour s'assurer une marge de liberté et une meilleure qualité de soins pour son patient, mais le rapport de force reste très asymétrique. Car l'influence de l'industrie pharmaceutique englobe toutes les étapes de la pratique médicale : la formation, l'exercice clinique, l'évaluation.

Bien que dans le contexte actuel d'un néolibéralisme global, triomphant et déchaîné, la proposition paraisse utopique, la nationalisation de l'industrie pharmaceutique, sous le contrôle des travailleurs et de la société, est la seule réponse cohérente aux distorsions systémiques et à l'inhumanité, inhérentes à la marchandisation du soin pharmaceutique.

Le chemin pour y arriver est long, tortueux et pentu, mais le message qui le guidera doit être clair et sans cesse émis en direction des personnes concernées : les patients, les soignants et la société entière, qui pourraient porter un jour cette revendication à une fin victorieuse. ■